



Conseil économique et social

Distr. générale
25 avril 2006
Français
Original: anglais

Session de fond de 2006

Genève, 3-28 juillet 2006

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

Coopération régionale

Amérique latine et Caraïbes : situation et perspectives économiques, 2005-2006

Résumé

En 2005, l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes est en croissance pour la troisième année consécutive. On estime que le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 4,5 %, ce qui correspond à une croissance du PIB par habitant de presque 3 %. Grâce au dynamisme de l'économie mondiale, cette période de croissance économique présente une caractéristique remarquable : l'élargissement de l'excédent du compte courant de la balance des paiements. Cet effet conjugué de la croissance est sans précédent dans l'économie de la région. L'excédent courant pour 2005 est égal à 1,3 % du PIB, soit encore plus que les deux années précédentes. Cette situation globale masque cependant certaines disparités selon les sous-régions.

Le taux d'inflation dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes a été de 6,2 % (contre 7,4 % en 2004), confirmant ainsi la tendance à la baisse de cet indicateur. La croissance économique a permis de créer des emplois, mais le taux de chômage demeure élevé. L'expansion de l'activité économique devrait se poursuivre et on prévoit que la croissance économique s'établira en 2006 à 4,6 %.

* E/2006/100.



I. Principales tendances

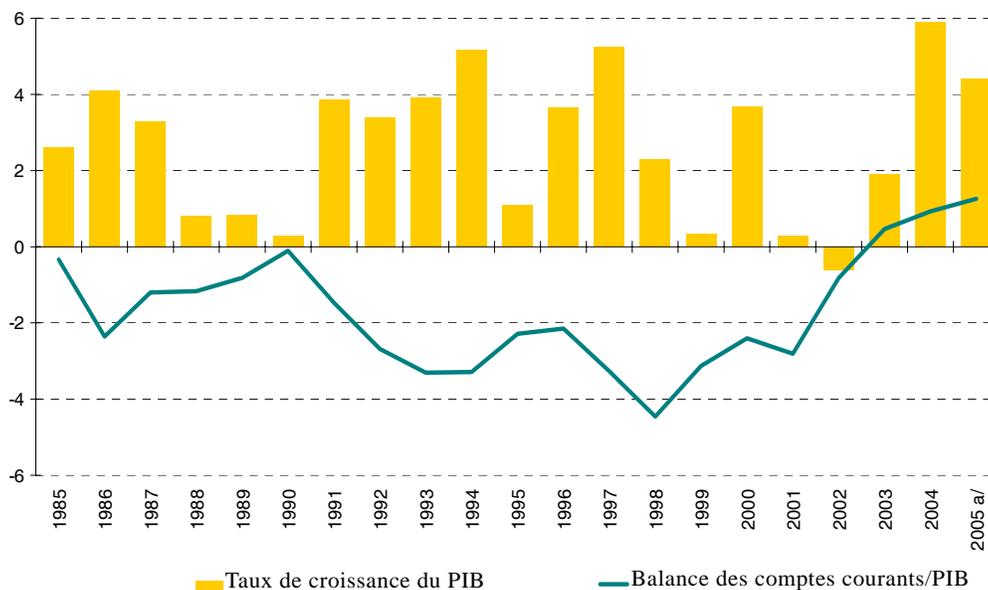
1. En 2005, l'économie de l'Amérique latine et des Caraïbes est en croissance pour la troisième année consécutive. Le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 4,5 %, ce qui correspond à une croissance du PIB par habitant proche de 3 %. Ces taux, inférieurs à ceux de 2004, sont cependant plus élevés que la moyenne des années 90, où la croissance du PIB s'était établie à 3,2 % et celle du PIB par habitant à 1,5 %, et aux résultats enregistrés pendant la période allant de 2000 à 2005 (2,3 % pour le PIB et 0,8 % pour le PIB par habitant). La croissance a été au rendez-vous dans la plupart des pays de la région, avec cependant de grandes disparités d'une sous-région à l'autre, comme nous le verrons ci-dessous.

2. L'expansion de l'activité économique devrait se poursuivre jusqu'au début de 2006 et le taux de croissance économique se maintenir autour de 4,4 % sur l'année. Si ces prévisions sont correctes, le taux de croissance moyen pour la période 2003-2006 sera légèrement supérieur à 4 % et la croissance cumulée du PIB par habitant approchera les 11 %.

3. Les performances économiques des pays latino-américains sont liées à la conjoncture internationale. Elles sont le reflet d'une croissance d'ensemble qui touche l'économie mondiale. La demande externe a contribué à alimenter l'accroissement notable des exportations. Les cours des matières premières exportées par l'Amérique latine et les Caraïbes ont globalement augmenté de 20,6 % ou de 14,4 % si on exclut les produits énergétiques. Cet accroissement est cependant inférieur au taux exceptionnellement élevé enregistré en 2004, bien que plusieurs produits aient continué de bénéficier de conditions très favorables en 2005. En revanche, les cours sur les autres marchés ont baissé.

4. Cette conjoncture a mis en lumière une caractéristique remarquable de cette période de croissance économique, à savoir l'augmentation de l'excédent du compte courant de la balance des paiements. Cette conjonction d'effets est sans précédent dans l'économie de la région. L'excédent courant pour 2005, qui a atteint 1,3 % du PIB, est encore plus élevé que celui des deux années précédentes (0,9 % en 2004 et 0,5 % en 2003). On relève cependant des disparités entre les sous-régions, l'Amérique du Sud affichant en 2005 un excédent égal à 3,1 % du PIB (2,5 % en 2004 et 2,1 % en 2003) contre un déficit de 1,7 % en Amérique centrale et au Mexique (1,4 % en 2004 et 1,6 % en 2003) et de plus de 10 % dans les Caraïbes (à l'exclusion de Trinité-et-Tobago, qui est un exportateur net de pétrole) pendant les trois dernières années.

Figure I
Croissance du PIB et compte courant de la balance des paiements
 (En pourcentage)



Source : Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), d'après des données officielles.

^a Prévisions.

II. Politique économique

5. La politique économique visait essentiellement à tirer le meilleur parti de la bonne conjoncture externe et de la croissance économique pour atténuer la vulnérabilité financière de la région. Les gouvernements des pays d'Amérique latine et des Caraïbes mettent notamment à profit cette conjoncture économique favorable pour améliorer l'état de leurs comptes publics.

6. D'une manière générale, les performances budgétaires pour la période 2003-2005 ont été exceptionnelles pour la région. Premièrement, la situation macroéconomique a contribué à accroître les revenus budgétaires grâce à l'amélioration de l'activité et à de meilleurs termes de l'échange. Deuxièmement, à la suite de l'amélioration des indicateurs macroéconomiques, les gouvernements des pays de la région se sont gardés de tomber dans le schéma habituel des dépenses expansionnistes. Ces deux facteurs combinés se sont traduits par un excédent budgétaire primaire important, qui a atteint 1,1 % du PIB (en moyenne simple) à la fin de 2005 contre 0,7 % en 2004. Le déficit global (y compris l'intérêt de la dette publique) a chuté de 1,8 % à 1,6 % du PIB. Sur la base des prévisions budgétaires des pays de la région, les excédents primaires devraient continuer d'être élevés en 2006 (1,1 % du PIB).

Tableau 1
Amérique latine et Caraïbes : indicateurs budgétaires^a
(Pourcentage du PIB en prix courants)

	<i>Balance primaire</i>				<i>Balance globale</i>				<i>Dette publique^b</i>							
									<i>Gouvernement central</i>				<i>Secteur public non financier</i>			
	2002	2003	2004 ^c	2005 ^d	2002	2003	2004 ^c	2005 ^d	2002	2003	2004	2005	2002	2003	2004	2005
Amérique latine et Caraïbes																
Moyenne simple	(0,5)	(0,2)	0,7	1,1	(3,3)	(3,0)	(1,8)	(1,6)	56,1	54,5	50,3	42,9	61,3	59,1	53,3	45,9
Moyenne pondérée	1,3	1,7	2,2	2,3	(3,6)	(1,8)	(0,7)	(0,9)	48,2	46,5	42,9	34,6	64,8	58,2	53,7	44,1
MERCOSUR ^{e,f}	0,4	1,7	2,8	2,2	(3,7)	(1,8)	0,0	(0,9)	86,3	78,4	68,4	49,4	104,7	87,5	76,4	56,2
MERCOSUR + Chili ^f	0,3	1,5	2,9	2,6	(3,2)	(1,5)	0,4	0,0	72,2	65,3	56,9	41,3	88,2	74,0	64,6	48,1
Communauté andine ^f	(1,0)	(0,5)	0,1	0,4	(4,2)	(3,8)	(2,8)	(2,6)	56,2	57,6	53,4	49,0	61,7	63,9	58,3	53,4
Pays exportateurs de pétrole ^f																
	1,6	1,5	1,7	1,6	(2,4)	(2,4)	(1,5)	(1,5)	51,1	47,9	44,0	41,6	48,7	48,8	42,9	40,1
Autres pays ^f																
	(2,7)	(1,9)	(0,9)	(0,4)	(5,3)	(4,8)	(3,7)	(3,4)	57,8	60,8	56,5	51,4	74,7	79,1	73,8	66,6
Mexique	0,9	1,7	1,9	2,6	(1,2)	(0,6)	(0,3)	(0,2)	24,0	24,2	23,3	22,6	27,5	27,6	26,1	25,4
Amérique centrale ^f	(0,5)	(0,7)	(0,7)	0,4	(3,0)	(3,4)	(2,6)	(2,3)	70,2	71,0	64,0	58,7	71,7	72,9	65,8	60,4

Source : CEPALC, d'après des données officielles.

^a Y compris la sécurité sociale.

^b Au 31 décembre de chaque année, sur la base du taux de change applicable à la dette extérieure. Pour 2005, il s'agit des dernières données disponibles. Pour la République dominicaine, les chiffres de la dette publique ne concernent que la dette extérieure.

^c Première estimation.

^d Objectifs officiels.

^e Marché commun du Sud.

^f Moyenne simple.

7. On se souviendra que l'équilibre budgétaire n'est pas très significatif dans les pays de la région dont les secteurs publics sont plus décentralisés. Compte tenu de l'importance plus grande des comptes du secteur public en Argentine, au Brésil, en Colombie et au Mexique, la balance primaire du secteur public non financier est passée en moyenne de 3 % du PIB en 2003 à 3,6 % en 2004. Elle devrait atteindre 3,5 % en 2005.

8. L'amélioration des agrégats budgétaires a contribué à atténuer la vulnérabilité externe de la région, essentiellement en ce qui concerne les indicateurs de la dette, grâce aux effets combinés des décisions prises par les gouvernements et des caractéristiques de l'activité économique. La dette est estimée à 42,9 % du PIB en 2005. Elle était de 54,5 % en 2003 et de 50,3 % en 2004. Cette baisse est essentiellement due à la réalisation d'excédents primaires, à la restructuration de la dette et à l'appréciation des monnaies par rapport au dollar des États-Unis.

9. Si les coefficients de la dette de nombreux pays demeurent très élevés, la réduction des ratios de la dette publique par rapport au PIB contribue à rendre la région moins vulnérable aux chocs externes. Un autre facteur favorable à la région est la baisse du ratio entre sa dette extérieure (moins les réserves internationales) et ses exportations de biens et de services. Alors que les exportations augmentent à un

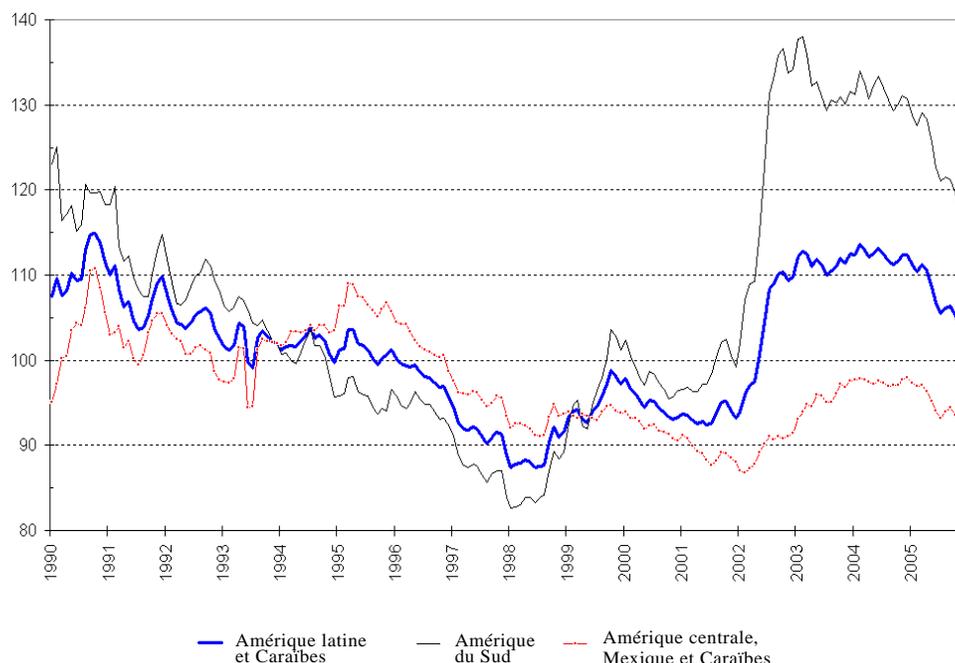
rythme considérable, les excédents des comptes courants ont pour contrepartie, d'une part, le remboursement de la dette extérieure et, d'autre part, la constitution de réserves, les pays de la région étant ainsi en mesure de réduire leur endettement net.

10. La baisse des besoins de financement due à la bonne santé des finances publiques et à l'accumulation de réserves conjuguée à la résolution des gouvernements à préserver leur solvabilité en évitant les conditions propres aux lettres d'intention ne plaident pas beaucoup en faveur de la signature d'accords de confirmation avec le FMI. Sur les six pays qui disposent des PIB les plus importants dans la région (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Mexique et Venezuela), seule la Colombie était tenue à la fin de 2005 par un accord de confirmation. À cet égard, l'Argentine et le Brésil ont tous deux procédé au remboursement anticipé de leur dette auprès du FMI.

11. Il n'en demeure pas moins que la région continue de présenter plusieurs caractéristiques structurelles auxquelles il faudrait prêter attention. Les recettes ont certes augmenté au cours des dernières années (y compris en 2005), mais la structure fiscale demeure faible et inefficace et présente une dispersion importante des charges fiscales dans les différents pays de la région. Sur le plan de la dépense, les pays devraient renforcer les ajustements effectués au cours des dernières années, ceux-ci n'ayant pas permis aux gouvernements de faire face aux problèmes qui continuent de peser sur le secteur public, notamment la faiblesse de l'investissement public et des services sociaux, et de remédier aux graves problèmes de couverture et de solvabilité des systèmes de sécurité sociale.

12. En 2005, les taux de change effectifs réels extrarégionaux (c'est-à-dire à l'exclusion du commerce intrarégional) se sont appréciés de 5 %, essentiellement en raison de l'appréciation réelle plus rapide (+6,5 %) des monnaies sud-américaines dans 9 des 10 pays de la région. L'Amérique centrale, le Mexique et les Caraïbes ont affiché une appréciation effective extrarégionale moins importante (+3,3 %) due à l'appréciation des monnaies de huit pays. Le République dominicaine a, quant à elle, vu sa monnaie s'apprécier en termes réels de 29,8 % par rapport au dollar des États-Unis.

Figure 2
Amérique latine et Caraïbes : taux de change effectifs réels extrarégionaux
 (Moyenne pour la période allant de janvier 1990 à décembre 1999 = 100)



Source : CEPALC, d'après les données officielles, et FMI.

13. En ce qui concerne les taux de change effectifs globaux, qui tiennent compte des échanges avec les autres pays de la région, les monnaies de 10 pays d'Amérique latine et des Caraïbes se sont appréciées en termes réels en 2005. Parmi ces 10 pays, 3 pays d'Amérique du Sud (Brésil, Colombie et Uruguay) ont affiché une appréciation à deux chiffres, tandis que la Jamaïque et le Guatemala ont été les seuls pays d'Amérique centrale et des Caraïbes dont la monnaie s'est fortement dépréciée (7,4 et 7,1 %, respectivement).

14. Soucieuses de contrebalancer la tendance à l'appréciation effective de leur monnaie, les autorités de plusieurs pays de la région (notamment l'Argentine, la Colombie et le Pérou) sont intervenues sur les marchés des changes en procédant à des achats importants de devises.

15. Contrairement aux années 90, les mouvements des capitaux n'ont pas constitué en 2005 un facteur déterminant de l'appréciation monétaire en Amérique du Sud. Plusieurs pays ont attiré des capitaux, mais, selon les données préliminaires, les sorties nettes de capitaux ont été supérieures aux entrées. L'amélioration des termes de l'échange en 2005 dans plusieurs pays d'Amérique du Sud, au Mexique et dans certains pays des Caraïbes, ainsi que les recettes produites par les envois de fonds des émigrants dans plusieurs pays d'Amérique centrale ont peut-être été les facteurs les plus significatifs qui ont influé sur l'appréciation des monnaies dans la région.

16. L'objectif principal des politiques monétaires des pays de la région a porté sur la maîtrise de l'inflation. Avec la hausse du prix du pétrole et l'amélioration des perspectives économiques, les banques centrales des pays d'Amérique latine ont de

plus en plus centré leur action sur la lutte contre l'inflation. De fait, la hausse des prix a été modérée compte tenu de l'appréciation générale des monnaies, comme nous le verrons ci-dessous.

17. Jusqu'au milieu de 2004, les pays qui avaient réussi à contenir l'inflation ont pu grâce à leur politique monétaire contribuer à l'activité économique par des baisses successives des taux d'intérêt. Une fois ces objectifs atteints, plusieurs banques centrales ont prudemment augmenté les taux d'intérêt pour éviter tout écart important avec les taux du marché international.

18. Depuis, les taux de référence ont augmenté, mais demeurent relativement peu élevés d'un point de vue historique. Compte tenu de cette hausse modeste et de l'augmentation des prix dans certains pays, les taux d'intérêt réels n'ont quasiment pas changé ou ont même baissé au cours des 30 derniers mois. Les deux exceptions sont les deux plus grands pays de la région : le Brésil et le Mexique.

19. Le crédit bancaire est relativement plus important dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes que dans les pays développés car les marchés des capitaux de la région sont moins évolués. À cet égard, la hausse des crédits bancaires constatée en 2003 était porteuse de perspectives de croissance, qui ne se sont pas démenties à ce jour. Le volume total des crédits, ainsi que celui des crédits privés, a continué d'augmenter à un rythme supérieur à 10 % en 2005, dans la foulée de l'année précédente. Il a ainsi pu rejoindre les niveaux enregistrés avant 2001.

III. Performances des pays

20. Dans un contexte de croissance économique générale, les performances ont été particulièrement bonnes dans les pays d'Amérique du Sud et, à un degré moindre, dans les Caraïbes, où l'activité s'est accrue plus vite qu'en Amérique centrale et au Mexique.

Tableau 2
Amérique latine et Caraïbes : produit intérieur brut
(Taux de croissance annuelle en pourcentage)

	2004	2005 ^a	2006 ^b
Amérique latine et Caraïbes	5,9	4,4	4,4
Amérique du Sud	6,9	5,0	4,8
Brésil	4,9	2,3	3,3
Marché commun du Sud	8,4	8,3	6,5
Communauté andine	9,5	6,7	5,5
Mexique et Amérique centrale	4,2	3,1	3,6
Amérique centrale	4,0	4,0	4,2
Mexique	4,2	3,0	3,5
Caraïbes	3,9	4,3	6,1

Source : CEPALC, d'après des données officielles.

^a Prévision.

^b Projection.

21. Cette performance régionale satisfaisante se reflète dans la plupart des pays, qui, à l'exception du Guyana, ont affiché des taux de croissance positifs. Les plus élevés ont été réalisés au Venezuela (9,3 %) et en Argentine (9,1 %), tandis que les plus bas concernaient Haïti (1,8 %), le Brésil (2,3 %), le Paraguay (2,7 %) et El Salvador (2,8 %). Le Chili, le Panama, le Pérou, la République dominicaine et l'Uruguay ont affiché une croissance comprise entre 5,5 et 7 %. Elle était autour de 4 % en Bolivie, en Colombie, au Honduras et au Nicaragua, et de 3 % en Équateur, au Guatemala et au Mexique. Les pays des Caraïbes ont réalisé une croissance de 4,1 % malgré les effets des ouragans violents qui ont frappé la sous-région. Les meilleures performances dans cette sous-région ont été accomplies par Sainte-Lucie (8 %) et Trinité-et-Tobago (7 %).

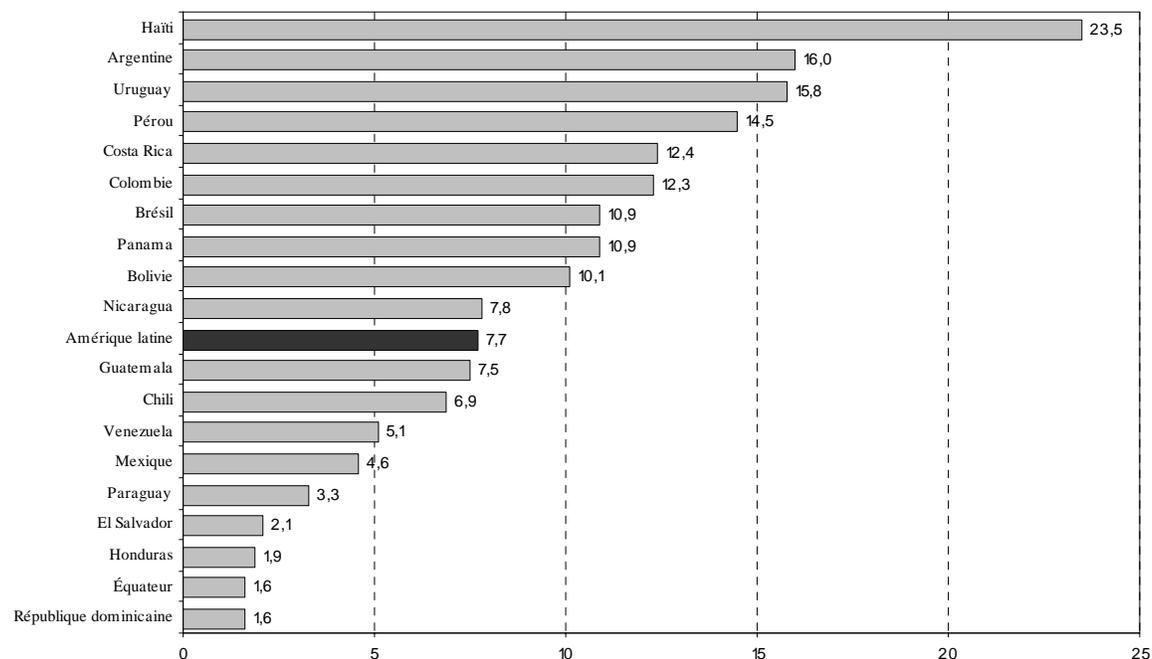
22. Grâce à des conditions externes favorables, l'expansion économique de la région a continué d'être alimentée par les exportations. Même si la croissance de la demande externe a légèrement baissé, les exportations ont augmenté de 8 % en volume, contre 12,4 % en 2004. En 2005, les ventes à l'étranger ont représenté 24,9 % du PIB de la région, soit une augmentation considérable par rapport à 1990, où elles ne comptaient que pour 12,5 % du PIB.

23. La croissance de l'économie mondiale a une fois de plus eu des effets bénéfiques sur les échanges dans la région, puisque ceux-ci ont augmenté de 4,8 % en 2005, un peu moins que les 5,3 % de 2004. Cette évolution positive globale tient à une augmentation de 10,6 % des prix à l'exportation tandis que les prix à l'importation ont connu une hausse de 5,5 %. Entre 2002 et 2005, la croissance cumulée des échanges a été de 13,2 %. L'expansion des échanges a surtout touché les pays exportateurs de pétrole, de minéraux et de métaux. Dans les pays importateurs nets de produits énergétiques, les échanges ont enregistré une baisse encore plus nette qu'en 2004. Des disparités importantes sont à relever entre les sous-régions car ce sont surtout les pays d'Amérique du Sud qui ont tiré avantage des termes de l'échange favorables de ces dernières années.

24. Grâce à cette conjoncture favorable, le revenu national brut disponible a augmenté de 5,6 %, selon les prix de l'année précédente. Dans la région, l'impact des termes de l'échange a été plus grand qu'en 2004, puisqu'il s'est établi à 1,34 % du PIB. Le revenu national par rapport au PIB a augmenté dans la plupart des pays d'Amérique du Sud (à l'exception du Paraguay, de l'Uruguay et du Mexique). En revanche, le revenu national brut disponible des pays d'Amérique centrale s'est accru plus lentement que le PIB en raison des effets négatifs des termes de l'échange.

Figure 3
**Amérique latine et Caraïbes : prévisions de croissance des exportations
 de marchandises, 2005**

(En pourcentage)



Source : CEPALC, d'après des données officielles.

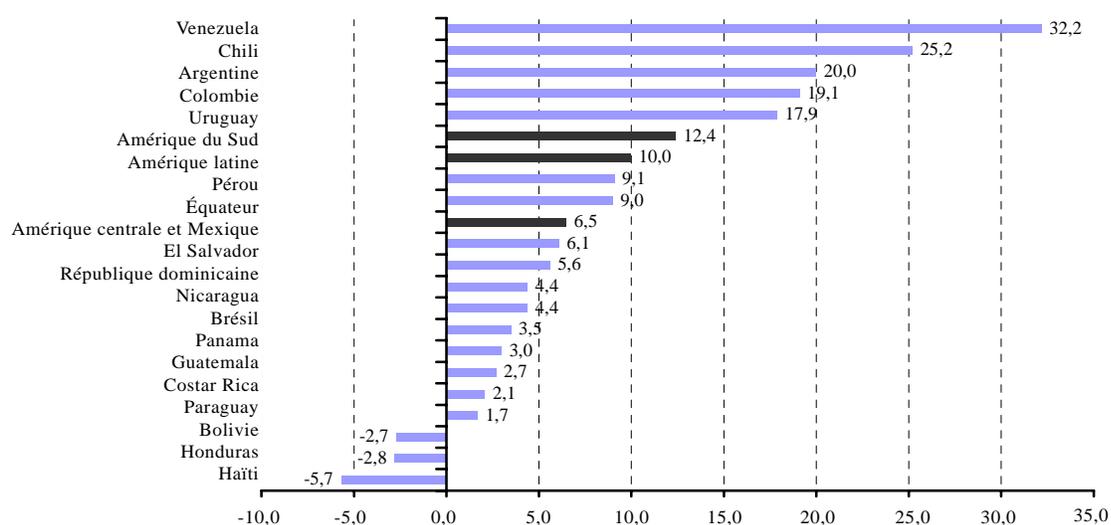
25. En 2005, l'accroissement du revenu national brut disponible de la plupart des pays a contribué au renforcement de la reprise de la demande interne qui avait commencé en 2004. Ce facteur, conjugué à l'évolution des taux de change, a permis à la plupart des pays d'importer beaucoup plus de biens de consommation et d'équipement. Bien que les taux d'intérêt internes aient commencé dans la plupart des cas à augmenter, au même titre que les taux d'intérêt internationaux, ils demeurent cependant peu élevés et contribuent donc à l'investissement et à la consommation, alors que la hausse des taux d'intérêt enregistrée en 2005 dans certains pays a aidé à réduire la facture des importations et, par conséquent, à dynamiser la demande interne. Les importations ont augmenté de 12 % en volume, de sorte que la contribution des exportations nettes à la croissance a été négative pour la deuxième année consécutive. La consommation s'est accrue de 3,3 %, grâce notamment au dynamisme du secteur privé.

26. En ce qui concerne le potentiel de croissance de la région, il convient de noter que l'investissement augmente considérablement dans la plupart des pays, la moyenne régionale étant de 10 %. Cependant, le taux d'investissement, qui démarre à des niveaux très bas, ne représente en 2005 que 22 % du PIB. Ce niveau, bien qu'appréciable, n'est pas assez élevé pour assurer une croissance suffisamment rapide pour atténuer de façon notable le chômage ou la pauvreté. À l'examen, les diverses évolutions économiques dans les sous-régions d'Amérique latine et des Caraïbes apparaissent clairement. Si la formation brute de capital fixe a augmenté

en 2005 à un taux moyen supérieur à 12 % en Amérique du Sud (20 % sans le Brésil), elle n'a cru que de 6,1 % en Amérique centrale et au Mexique et de 2 % pour l'Amérique centrale seule. Les implications diverses de la modification des termes de l'échange et, une fois de plus, l'évolution inégale de la compétitivité, expliquent sûrement les performances disparates enregistrées en matière d'investissement, qui, dans certains cas, pourraient peser sur les capacités futures de croissance.

Figure 4
Amérique latine et Caraïbes : formation brute de capital fixe en 2005 (estimation)

(Taux de variation en dollars constants de 2000)



Source : CEPALC, d'après des données officielles.

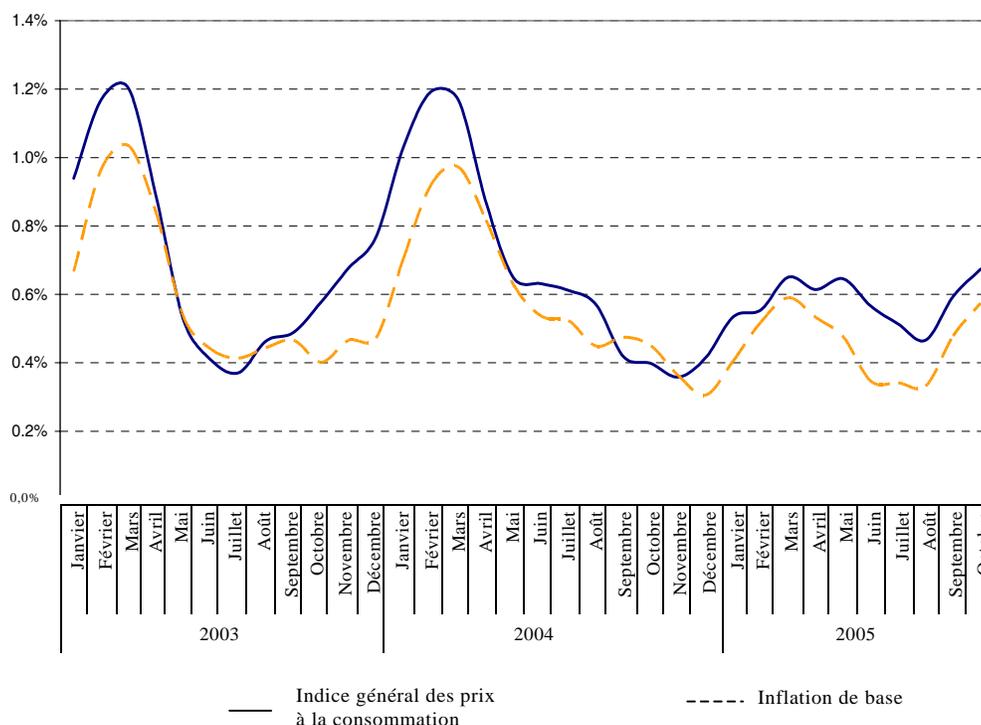
27. Le développement satisfaisant des facteurs de la demande dans la région se reflète dans les divers secteurs économiques. L'accroissement de la production dans les secteurs des mines et des hydrocarbures répond à la vigueur de la demande externe, qui, conjuguée à la hausse de la demande interne, a continué de stimuler le secteur industriel, à la faveur des plus grandes marges de profit réalisées dans les secteurs marchand et productif du fait des dévaluations de 2002-2003. Si les taux de change par rapport au dollar des États-Unis se sont appréciés en termes nominaux, ils restent, en termes réels, favorables à la plupart des pays de la région. Les performances de l'agriculture ont été inégales. Dans la plupart des pays, c'est la croissance du bâtiment qui a contribué à l'accroissement de la formation brute de capital fixe. Le commerce a tiré parti de la hausse de la consommation des ménages, tandis que l'expansion générale de l'activité intérieure a stimulé les transports. La bonne tenue de l'économie mondiale a également bénéficié au tourisme. Selon les données disponibles pour l'année 2005, les arrivées de touristes ont augmenté de 13,6 % en Amérique centrale et de 12,7 % en Amérique du Sud. Elles se sont accrues de 5,4 % dans les Caraïbes malgré les effets négatifs des ouragans sur les croisières, le nombre de passagers ayant globalement chuté de 2 %.

28. En 2005, le taux d'inflation en Amérique latine et dans les Caraïbes a continué de baisser, s'établissant à 6,2 % (contre 7,4 % en 2004). Il a baissé au Brésil et au Mexique (respectivement 5,7 et 3,3 % en 2005 contre 7,6 et 5,2 % en 2004), mais aussi au Venezuela (de 19,2 à 14,4 %), en République dominicaine (de 28,7 à 7,4 %), en Haïti (de 20,2 à 15,4 %), au Pérou (de 3,5 à 1,5 %) et en Uruguay (de 7,6 à 4,9 %). Par contre, il a augmenté en Argentine, au Chili, en Équateur et au Paraguay. Dans les autres pays de la région, le taux d'inflation n'a quasiment pas évolué par rapport à 2004. Si certains pays continuent d'afficher une croissance des prix à la consommation à deux chiffres, pour la première fois aucun pays de la région n'a enregistré de taux d'inflation supérieur à 20 %.

Figure 5

Amérique latine : indices des prix à la consommation et de l'inflation de base

[Moyenne mobile sur trois mois (moyenne pondérée)]



Source : CEPALC, d'après des données officielles.

29. Les prix sur les marchés intérieurs de la région ont poursuivi l'évolution entamée au deuxième semestre de 2004. Globalement, la hausse des prix internationaux des produits alimentaires et agricoles s'est ralentie, à l'exception de ceux du café et du sucre qui ont augmenté plus vite en 2005 qu'en 2004. Les cours des métaux et des minéraux ont continué d'augmenter fortement, mais à un rythme moins élevé que celui enregistré en 2004. Au cours du premier semestre de 2005, les prix du pétrole et des carburants ont augmenté moins vite qu'en 2004. La tendance s'est cependant inversée au deuxième semestre. Les prix internationaux des produits manufacturés sont restés plutôt stables en 2005. L'appréciation des monnaies

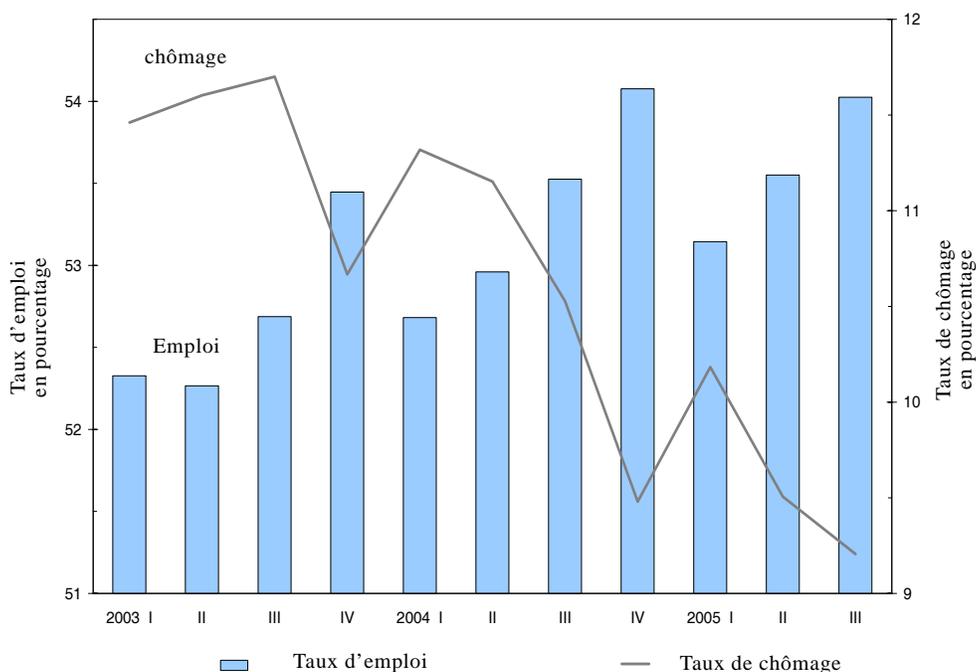
nationales a permis dans une certaine mesure d'atténuer la hausse des produits d'importation. Les salaires réels ont connu une évolution contrastée, mais trop peu importante pour créer des tensions inflationnistes.

30. La création d'emplois qui avait commencé à s'accélérer en 2003 s'est poursuivie sur le même rythme. On estime que le taux d'emploi s'est accru de 0,5 % en 2005, ce qui correspond à une croissance de 3,3 % de l'emploi en milieu urbain. L'accroissement cumulé sur la période 2003-2005 s'est établi à 1,5 %, ce qui a permis à 13 millions de personnes de sortir du seuil de pauvreté au cours des deux dernières années.

31. Si la hausse du taux d'emploi est restée au niveau enregistré en 2004, le taux de chômage a en revanche baissé plus nettement, puisqu'il a chuté d'un point pour s'afficher à 9,1 %, alors qu'il était passé l'année précédente de 10,9 à 10,3 %. Cette baisse du taux de chômage correspond à une réduction de 10 % (presque deux millions de personnes) du taux de chômage en milieu urbain. Comme pour la hausse du taux d'emploi, la baisse du chômage, très répandue, a été observée dans 14 des 19 pays pour lesquels des données sont disponibles.

Figure 6
Taux trimestriels d'emploi et de chômage dans neuf pays d'Amérique latine

(En pourcentage)



Source : CEPALC, d'après des données officielles.

32. La hausse du taux d'emploi n'explique pas à elle seule la baisse du taux de chômage. Si le taux de chômage est en recul, c'est également parce que l'offre de main-d'œuvre a connu un ralentissement notable. En fait, la population urbaine économiquement active a augmenté de seulement 1,7 % contre 2,6 % en 2004, en

raison d'une chute de 0,3 % du taux de participation à l'emploi de la population en âge de travailler. Dans plusieurs pays, cela semblait être en partie dû au fait que les jeunes étaient moins nombreux à entrer dans le marché de l'emploi, probablement parce qu'ils ont prolongé la durée de leurs études.

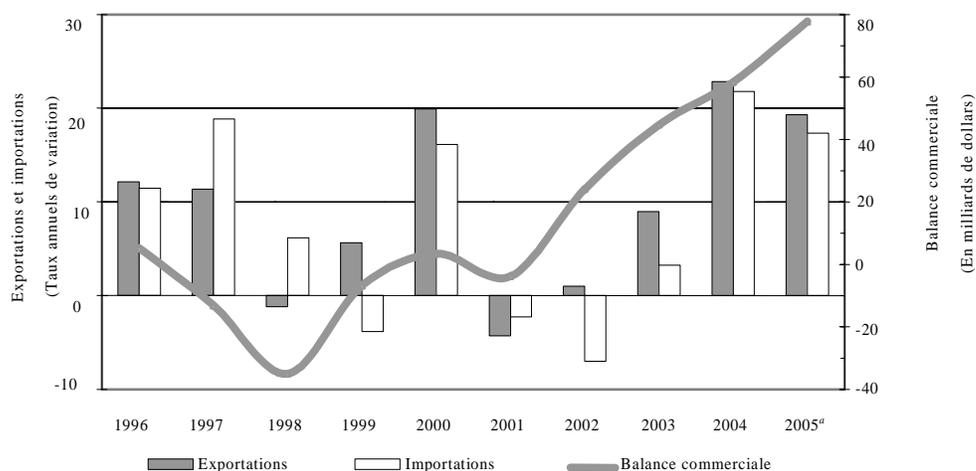
33. C'est le secteur salarié qui a contribué à la création de la plupart des emplois en 2005. L'emploi salarié formel a fortement augmenté dans plusieurs pays. On note cependant des signes d'instabilité croissante de l'emploi formel compte tenu de l'accroissement important des contrats d'emploi temporaire.

34. Avec la persistance d'un fort taux de chômage et la restructuration du marché mondial de l'emploi qui a donné lieu à des arrivées massives de travailleurs peu rémunérés (notamment en Asie), les salaires ont stagné en termes réels dans la plupart des pays. Le salaire réel moyen dans le secteur structuré de la région a augmenté de 0,2 % en moyenne pondérée et de 0,1 % en valeur médiane.

IV. Performances externes

35. Comme il a été indiqué précédemment, les conditions externes ont stimulé le commerce extérieur des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. En 2005, le montant total des exportations et des importations des pays de la région s'est élevé à plus de 1 000 milliards de dollars (49 % du PIB de la région). Les échanges ont augmenté de 18,3 % cette année. Les exportations se sont accrues de 19,1 % et les importations de 18 %, un peu moins que l'année précédente où elles avaient augmenté de 21,6 et 20,2 %, respectivement. La balance commerciale, positive pour la quatrième année consécutive, a affiché un excédent de 77,8 milliards de dollars correspondant à 3,2 % du PIB de la région (19,4 milliards de dollars de plus qu'en 2004).

Figure 7
Amérique latine et Caraïbes : commerce extérieur, 1995-2005



Source : CEPALC, d'après des données officielles.

^a Chiffres préliminaires.

36. Les performances à l'exportation de la région doivent être rapportées aux spécialisations sous-régionales. Dans les pays du MERCOSUR, les ventes à l'étranger ont augmenté de 21,1 %. Elles se sont accrues de 31,3 % dans les pays de la Communauté andine et au Chili. Dans la plupart des pays, les bons résultats enregistrés à l'exportation tiennent en grande partie à la vigueur des marchés de certains produits de base et à la bonne tenue des exportations brésiliennes et argentines de produits manufacturés.

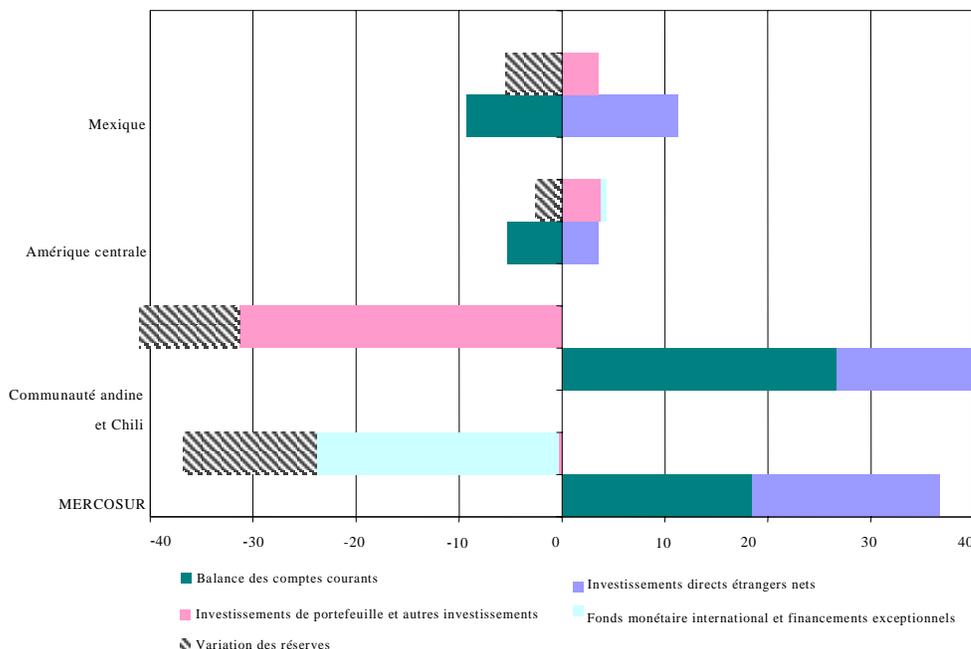
37. Les ventes à l'étranger du Mexique et des pays d'Amérique centrale, qui fournissent une grande partie des produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre, ont augmenté au même rythme qu'en 2004. Dans certains pays, ces augmentations s'expliquent par le prix élevé de certains produits de base. Les exportations du Mexique ont augmenté de 11,8 % (environ 9 % si on exclut le pétrole) contre 13,9 % en 2004.

38. Sur les 19,1 % de croissance des exportations de la région, 10,6 % correspondent à la hausse des prix, le reste étant lié à l'augmentation des volumes. Les hausses des prix ont surtout bénéficié aux pays producteurs de pétrole tels que le Venezuela et la Colombie et à ceux qui produisent certains minéraux comme le Chili et le Pérou. Dans certains pays, qui avaient bénéficié en 2004 de l'envolée des prix des graines oléagineuses (Argentine et Pérou notamment), l'augmentation des volumes a davantage contribué à la hausse des exportations. Les exportations en volume ont affiché une croissance à deux chiffres dans neuf pays (dont l'Argentine, le Brésil, la Colombie et le Pérou). Au Mexique, la hausse des exportations en volume a été inférieure à la moyenne régionale (4,6 %). La taille relative du pays a fait chuter la moyenne régionale. Les autres principaux exportateurs (Chili et Venezuela) ont également affiché des volumes inférieurs à la moyenne régionale.

39. Les importations ont aussi augmenté de façon significative en 2005, mais moins que l'année précédente en raison notamment du fait que cette hausse succède aux niveaux anormalement bas enregistrés l'année précédente dans certains pays. Les importations ont enregistré une croissance à deux chiffres pour la deuxième année consécutive : 20,2 % en 2004 et 18 % en 2005.

40. Pour la troisième année consécutive, la balance des comptes courants de la région est excédentaire. En 2005, elle a atteint 30,6 milliards de dollars (soit 1,3 % du PIB), presque 12,2 milliards de dollars de plus qu'en 2004. Au cours des trois dernières années, l'excédent moyen de la balance des comptes courants a représenté 0,9 % du PIB, niveau jamais atteint auparavant dans la région.

Figure 8
Amérique latine et Caraïbes : éléments de la balance des paiements en 2005
 (En milliards de dollars)



Source : CEPALC, d'après des données du FMI.

41. L'excédent enregistré dans la région est le produit d'une balance commerciale excédentaire de 77,8 milliards de dollars, en hausse de presque 30 % par rapport à 2004. Avec le solde positif de la balance des transferts courants, essentiellement composée des envois de fonds des émigrants (47,6 milliards de dollars), l'excédent total atteint 125,4 milliards de dollars. Les envois de fonds effectués par les émigrants ont considérablement augmenté en 2005 (14,8 %) tandis que la balance des services enregistrait un déficit de 20 milliards de dollars et que celle des revenus affichait un solde négatif de 74,8 milliards de dollars. Le déficit de la balance des services s'est aggravé alors que le rapatriement des bénéfices produits par les investissements a affiché une hausse de 11,9 % (inférieure à 2004, année au cours de laquelle il avait augmenté de presque 15,8 %).

42. La bonne tenue de la balance des comptes courants est allée de pair avec les apports d'investissements directs étrangers (IDE) en Amérique latine. Les IDE dans la région ont été estimés à 47 milliards de dollars en 2005 (2 % du PIB), soit une hausse de 4,3 % par rapport à 2004. Les plus grands bénéficiaires d'IDE ont été en ordre décroissant le Brésil, le Mexique, l'Argentine et le Chili. On estime que ces IDE sont des investissements nouveaux dans une proportion de presque 35 % du total. Malgré la dégradation de la position extérieure nette de la région, l'Amérique latine et les Caraïbes avaient, à la fin de septembre, émis des obligations internationales pour un montant de 46 milliards de dollars, soit 29 % du total des obligations émises par les pays émergents. Ce montant a été dépassé seulement par les pays émergents européens dont les émissions ont atteint 34 % du montant total.

43. Soucieux de réduire leur vulnérabilité externe, plusieurs pays ont également pris des mesures pour restructurer et réduire leur passif extérieur. C'est ainsi que l'Argentine, la Colombie et le Pérou ont signé des accords de conversion de leur dette extérieure en investissements internes. L'Argentine, le Brésil, le Mexique, le Panama et le Pérou ont remboursé des obligations émises sur les marchés extérieurs. En conséquence, la dette extérieure de la région devrait baisser et représenter un peu plus de 30 % du PIB en 2005, soit beaucoup moins que les 37,4 % atteints en 2004. La restructuration visait aussi à accroître la proportion du total du passif imputable à la dette à long terme et à la dette extérieure libellée en monnaie locale. Les Gouvernements brésilien et colombien ont en fait émis des obligations en monnaie locale sur les marchés internationaux.

44. La balance des comptes courants et les IDE nets servent au calcul du solde de base. Celui-ci a enregistré un excédent de presque 78 milliards de dollars (3,3 % du PIB de la région) dont 30,6 milliards (1,3 % du PIB) ont servi à la constitution de réserves et 47 milliards de dollars au remboursement de la dette extérieure, y compris les remboursements nets de crédits de financement et de crédits du FMI. Ainsi, la région a pu, pour la troisième année consécutive, afficher un excédent des comptes courants et réduire son passif externe. Si, d'un point de vue comptable, ces opérations ont occasionné des sorties nettes de capitaux, celles-ci ne résultent pas d'une méfiance des investisseurs dans l'économie de la région comme le montrent les niveaux des primes de risque qui n'ont jamais été aussi bas.

V. Situation et perspectives pour 2006

45. En 2006, la région devrait continuer de réaliser une croissance équivalente à celle enregistrée en 2005, avec un taux de 4,4 % qui se traduirait par une augmentation du PIB par habitant égale à environ 3 %. Tous les pays de la région sans exception devraient réaliser une croissance positive, mais on s'attend à ce que les pays de l'Amérique du Sud et des Caraïbes fassent mieux que ceux de l'Amérique centrale et le Mexique. Le taux d'inflation devrait se stabiliser autour de 6 %, au niveau de 2005, avec cependant quelques différences selon les pays.

Tableau 3
Amérique latine et Caraïbes : croissance du PIB, 2005-2006^a

(Taux de variation annuels)

<i>Pays</i>	<i>2005^b</i>	<i>2006^c</i>
Argentine	9,2	7,0
Bolivie	4,0	3,3
Brésil	2,3	3,3
Chili	6,3	5,7
Colombie	4,3	4,2
Costa Rica	4,2	3,7
El Salvador	2,8	3,5
Équateur	3,0	2,5
Guatemala	3,2	4,0

<i>Pays</i>	<i>2005^b</i>	<i>2006^c</i>
Haïti	1,8	2,3
Honduras	4,2	4,0
Mexique	3,0	3,5
Nicaragua	4,0	4,0
Panama	6,4	6,0
Paraguay	2,7	3,0
Pérou	6,6	5,6
République dominicaine	9,3	6,0
Uruguay	6,4	4,0
Venezuela	9,3	7,0
Caraïbes	4,3	6,1
Amérique latine et Caraïbes	4,4	4,4

Source : CEPALC, d'après les données officielles.

^a Le Gouvernement cubain prévoit une croissance de 11,8 % en 2005. La CEPALC ne disposant pas de données propres, le calcul de la moyenne régionale ne tient pas compte de Cuba. Cela étant, la CEPALC procède actuellement à l'évaluation des prévisions du Gouvernement cubain conformément à la méthodologie en usage à l'ONU.

^b Prévision.

^c Projection.

46. Dans certains pays, le taux de croissance devrait revenir à des niveaux plus normaux après être monté en flèche à la suite des crises qui ont frappé la région au début de la décennie (ce qui explique également le taux de croissance moins élevé prévu pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2006). Le Brésil et le Mexique, les deux plus grandes économies de la région, afficheront des taux de croissance supérieurs à ceux de 2005.

47. Étant donné que les risques qui pèsent sur l'économie mondiale n'ont pas totalement disparu et que l'économie américaine continue d'afficher des déséquilibres persistants, on ne s'attend pas à des changements soudains en 2006. L'économie mondiale devrait donc croître quasiment au même rythme qu'en 2005. Malgré la hausse des taux d'intérêt à court terme du fait du relèvement des taux de base de la Réserve fédérale des États-Unis, les taux à plus long terme ont beaucoup moins évolué du fait de la rareté des plans d'investissement et, par conséquent, de la faiblesse de la demande relative de ressources financières à long terme. L'aplatissement de la courbe des rendements sur les marchés financiers internationaux donne à penser que la recherche de profits sur les marchés des capitaux contribuera à maintenir les conditions favorables dont bénéficient actuellement les économies émergentes.

48. À la faveur de ces conditions qui ont bénéficié aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes ces dernières années, le profil de la dette des pays de la région pourrait s'améliorer davantage, ce qui atténuerait encore plus leur vulnérabilité aux facteurs externes. Dans nombre de pays de la région, cette stratégie gagnerait à être associée à une recherche permanente d'excédents budgétaires primaires qui serviraient au paiement de la dette. Il semble également qu'au vu de la bonne situation budgétaire de ces pays, il serait opportun que les gouvernements revoient la structure fiscale de

façon à bénéficier de recettes suffisantes qui ne dépendent pas de l'évolution des prix des matières premières non renouvelables.

49. Si les prévisions actuelles relatives aux résultats financiers se confirment, les conditions favorables dont les marchés émergents bénéficieront continueront d'exercer des pressions sur l'offre dans les marchés des changes. Dans ce cas, les banques centrales de la région devront essayer d'établir un équilibre entre la nécessité d'éviter les pertes de compétitivité et celle de préserver la stabilité macroéconomique interne.

50. Comme dans le passé, les démocraties de la région devraient continuer de relever le défi en faisant en sorte que les élections qui se tiendront à la fin de 2005 et en 2006 ne pèsent pas sur leur situation macroéconomique. Pour réaliser des taux de croissance suffisamment élevés pour atténuer la pauvreté plus rapidement, il faut engager des réformes dans plusieurs domaines, notamment en ce qui concerne la structure budgétaire, la dépense sociale, la régulation et la compétitivité dans certains secteurs. Les pays de la région devraient donc tirer parti de cette période d'intenses activités politiques pour établir un large consensus social et politique afin de renforcer la gouvernance et tirer parti au mieux des perspectives de croissance en œuvrant à attirer plus d'investissements.

51. Pour conserver un niveau élevé de compétitivité à moyen terme, il faudra accroître l'investissement plus rapidement et veiller à améliorer la qualité et le contenu de la valeur ajoutée des exportations. Ces deux conditions sont nécessaires pour réaliser des taux de croissance suffisamment élevés pour réduire des taux de chômage encore importants et, par conséquent, pour contribuer à atténuer les déséquilibres sociaux qui pèsent sur les pays de la région.
